

Le Codesria : cinquante ans de contribution à la construction d'une pensée économique critique

Créé il y a cinquante ans, le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria) a réussi non seulement à se faire un nom de producteur crédible et réputé de connaissances en Afrique par les Africains, mais également à s'imposer comme un réseau de recherche panafricain porteur de valeurs de diversité et ouvert sur le monde. Aujourd'hui, il se positionne comme l'une des rares institutions africaines de recherche et de plaidoyer qui continue de préserver son indépendance intellectuelle et de résister face aux nouvelles contraintes imposées par la mondialisation néolibérale.

Certes, le Codesria s'intéresse aux sciences sociales dans leur ensemble, mais pour des raisons historiques, l'économie a toujours été au cœur de ses préoccupations. Celles-ci se sont d'abord manifestées au lendemain des indépendances avec la question de la décolonisation des économies africaines; elles se sont ensuite

Brahim El Morchid

Université Cadi Ayyad,
Marrakech, Maroc

intensifiées durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix du siècle dernier, à la suite du lancement des programmes d'ajustement structurel et du consensus de Washington; enfin, elles se sont confirmées au début du millénaire, marqué par la montée en puissance de la mondialisation et l'extension de son emprise. Par rapport à ces événements économiques et bien d'autres, le Codesria a clairement choisi son camp : celui de la critique du capitalisme dérégulé et de la contestation des politiques économiques libérales promues par les institutions de Bretton Woods.

Bien que l'économie ait tendance à s'uniformiser et à se professionnaliser sous l'effet des règles établies par les universités américaines, le

Codesria a continué d'approcher cette discipline sous un angle socio-historique et historique. La pensée économique qui en a découlé s'est progressivement affirmée dans le monde académique et de la recherche, non seulement comme une attitude protestataire, mais surtout comme une démarche réflexive éclairée par des faits sociaux et des croyances collectives, bref une pensée critique qui interroge l'économie en tant que véritable science sociale au service de l'humanité.

L'engagement du Codesria dans le processus de construction de cette pensée peut être appréhendé à travers trois arguments : la présence d'économistes africains de haut niveau dans les instances décisionnelles de cette institution, l'attachement aux idées de l'économie hétérodoxe, et, enfin, l'inscription des questions économiques, qui exigent davantage de rigueur scientifique et plus d'audace, sur l'agenda intellectuel du Conseil.

Une gouvernance marquée par l’empreinte de grands économistes africains

Durant les vingt premières années de son existence, le Codesria a été dirigé par des économistes africains engagés, visionnaires et adeptes d’une approche économique hétérodoxe. Ainsi, entre 1973 et 2011, six économistes avaient successivement occupé le poste de président du Codesria. Il s’agit du Congolais Jacques Kazadi Nduba Wa Dile (1973-1976), du Ghanéen Kankam Twum-Barima (1976-1979), du Tanzanien Justinan F. Rweyemamu (1979-1981), du Zambien Jacob Mumbi Mwanza (1982-1985), du Nigérian Claude Ake (1986-1989)¹ et du Burkinabè Taladidia Thiombiano (1989-1992). Naturellement, cette présence des économistes à la tête du Conseil n’a pas été un choix par défaut, mais plutôt légitimiste, car issu d’élections. Pourtant, nous ne pouvons pas nier la portée de deux faits majeurs qui ont probablement incité de manière tacite ou expressément la communauté formée des membres de l’institution à préférer un chercheur de formation économiste : d’abord le danger que représente le néolibéralisme pour le continent et le consensus qui s’est dégagé autour de la nécessité de faire un plaidoyer intellectuel avec des preuves convaincantes face à l’apparition des premiers indices de complicité de certains gouvernements africains avec les institutions de Bretton Woods ; ensuite, de par son ouverture et ses liens très marqués avec d’autres disciplines des sciences sociales, la science économique est interdisciplinaire, ce qui lui confère un regard pluriel sur les questions qui façonnent et engagent l’avenir de l’Afrique.

En outre, durant cette même période, le poste de secrétaire exécutif du Codesria fut occupé à deux reprises

par deux économistes africains de renommée internationale, en l’occurrence Samir Amin (1973-1975) et Thandika Mkandawire (1985-1996). Fortement engagés dans la construction d’une pensée économique indépendante et dans l’action militante, ces deux pionniers d’une économie pluraliste et transdisciplinaire ont marqué de leurs empreintes trois, voire quatre générations d’économistes africains, et ils ont contribué au même titre que les autres secrétaires exécutifs, eux aussi fascinés par le raisonnement et les idées économiques (Abdallah Bujra, Achille Mbembe, Adebayo Olukoshi, Ebrima Sall et Godwin Murunga), à la formation et/ou à l’inspiration d’une intelligentsia africaine en prise avec les masses populaires et ouverte sur le monde. À l’évidence, cet engagement n’a pas manqué d’impacter positivement la notoriété de l’institution et sa propulsion au rang des meilleurs think tanks africains.

Signalons par ailleurs que cette présence d’économistes à la tête des deux principaux organes du Codesria s’est traduite par l’ajout du terme «économie» dans ses deux premières dénominations institutionnelles, à savoir respectivement la Conférence des directeurs des instituts de recherches économiques et sociales en Afrique, et le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique. En fait ce n’est qu’en 1992 que la dénomination actuelle (le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) fut entérinée par la 7^e assemblée générale tenue à Dakar.

Un engagement en faveur d’une économie hétérodoxe

Dès sa création en 1973, le Codesria s’est imposé comme un acteur incontournable en matière d’accueil et de promotion des idées

économiques hétérodoxes, offrant ainsi une alternative crédible à la thèse néoclassique dominante ou mainstream, qui se base sur l’hypothèse de la rationalité économique universelle et qui prône un modèle de développement unique et normalisé. Le Codesria a grandement contribué à déconstruire le discours économique hégémonique et essentialiste produit sur l’Afrique. Malgré la tentative controversée de modifier cette ligne directrice à la fin des années quatre-vingt-dix, le Codesria est resté, et demeure encore très critique à l’égard de l’uniformisation de la pensée économique. Celle-ci a été, à notre avis, l’une des causes de l’incapacité des élites au pouvoir en Afrique à faire face aux problèmes socio-économiques récurrents comme le chômage, l’inflation et les inégalités, mais aussi et surtout à réinventer un nouveau modèle de développement plus inclusif, plus durable et mieux adapté au contexte.

Bien que la communauté des économistes africains affiliés au Codesria ne forme pas un corps homogène, ses membres sont d’avis que le sous-développement de l’Afrique serait le produit du capitalisme, mais également des mauvaises politiques économiques conjuguées à la faiblesse de la gouvernance démocratique. Pour étayer cette thèse, ils se sont appuyés sur de nouvelles règles chères au courant hétérodoxe, notamment le pluralisme méthodologique et la contextualisation historique. Outre Samir Amin, l’un des pères fondateurs de l’institution, qui avait marqué le monde avec ses œuvres sur le développement inégal et l’altermondialisme, et Thandika Mkandawire qui a été l’artisan des premiers travaux sur les politiques sociales transformatrices, d’autres économistes africains se sont engagés dans le processus de construction d’une pensée

économique hétéro-doxe. Parmi eux figurent Carlos Lopes, Amady Aly Dieng, Mustapha Kassé, Guy Mhone, Yash Tandon, Habib El Malki, Mike Obadan, Mamadou Koulibaly, Chérif Salif Sy, Hakim Ben Hammouda, René N'Guettia Kouassi, Youcef Benabdallah, Demba Moussa Dembélé, Theresa Moyo, Said Adejumobi et bien d'autres que l'on ne peut tous nommer ici. La trajectoire de ces économistes a été marquée, à des degrés différents, par l'adhésion au Codesria et/ou leur attachement à son agenda largement imprégné d'une posture hétérodoxe impliquant plusieurs courants de pensée économique, dont le marxisme, le néokeynésianisme, l'institutionnalisme et le conventionnalisme. L'engagement du Codesria en faveur de la pensée économique hétérodoxe s'est affirmé avec discrétion et efficacité à travers les activités de formation, de recherche et de plaidoyer. S'agissant de la formation, les programmes du Codesria, en particulier les ateliers méthodologiques et les instituts thématiques annuels, ont constitué depuis leur instauration un espace de sensibilisation et d'orientation des jeunes chercheurs africains vers la remise en cause ou au moins la relativisation des idées véhiculées par le courant mainstream. Les lauréats de ces programmes forment aujourd'hui un véritable réseau de chercheurs porteurs et défenseurs des valeurs du Codesria dans les quatre coins du continent, voire au-delà. Beaucoup d'entre eux ont pris (ou sont en train de prendre) la relève avec détermination et enthousiasme.

Les projets de recherche financés par le Codesria dans le domaine économique se sont toujours inscrits dans une perspective d'ouverture hétérodoxe. Que ce soit dans le cadre des anciens groupes de travail (Groupes multinationaux de travail,

Groupes nationaux de travail, Réseaux de recherche comparative, Groupes transnationaux de travail) ou de l'actuelle initiative de recherche pour la construction du sens (MRI), pour ne citer que ces deux exemples, une importance capitale est apportée à la pluralité théorique et conceptuelle. Et pour assurer la diffusion des réflexions d'économistes africaines, le Codesria n'a jamais hésité à miser sur les moyens. Outre la célèbre revue *Afrique et Développement (Africa Development)* publiée depuis 1976 et orientée en partie vers les questions économiques, le Codesria s'est associé en 2015 avec la CEA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique) pour mettre en place la *Revue des mutations en Afrique : réflexions sur les politiques et les pratiques (Journal of African Transformation : Reflections on policy and practice)*. Celle-ci se veut essentiellement une plateforme économique qui cherche à jeter un pont entre les chercheurs africains et les décideurs politiques. À ces deux canaux viennent s'ajouter la publication des livres à vocation économique et l'organisation de manifestations scientifiques tournées exclusivement ou en partie vers les problèmes et défis économiques auxquels l'Afrique est confrontée. Il en est ainsi des trois conférences organisées à la mémoire de l'économiste malawien Guy Mhone en 2007, 2008 et 2010.

Enfin, dans le cadre de ses actions de plaidoyer, le Codesria s'est régulièrement positionné en tant que défenseur du pluralisme économique au sein des universités africaines. Cela s'est manifesté de manière explicite ou implicite dans le programme sur l'enseignement supérieur. Une place importante y est accordée à deux principaux volets, qui s'inscrivent dans la logique de l'hétérodoxie économique : il

s'agit des libertés académiques et des curricula. Le Codesria plaide particulièrement pour la liberté pédagogique (article 20 de la Déclaration de Dar Es Salaam sur la liberté académique et la responsabilité sociale des universitaires, 1990) et le réajustement des programmes d'enseignement en fonction des besoins et de la réalité sociale, alors même que les départements d'économie, dans la quasi majorité des pays africains, ont largement tendance à privilégier la microéconomie, et par conséquent à abuser de la mathématisation des réalités, au détriment de la macroéconomie.

Un agenda riche en sujets économiques intellectuellement stimulants

Contrairement à la majorité des think tanks, qui se contente souvent de s'aligner sur les positions idéologiques et/ou commerciales des bailleurs de fonds et réalise des recherches sur commande, le Codesria s'est toujours courageusement inscrit dans une logique d'autonomie en matière de réflexion et de choix des thématiques de recherche. Cela s'illustre parfaitement dans la définition des axes de recherche dédiés aux questions d'ordre économique. Outre leur fécondité et leur forte utilité pour les économies et les sociétés africaines, ces axes se caractérisent le plus souvent par une certaine sensibilité politique, une forte imbrication avec d'autres disciplines (multidisciplinarité), et des exigences épistémologiques et méthodologiques rigoureuses. En somme, il s'agit là, en quelque sorte, des caractéristiques qui interfèrent avec la construction de la réflexion critique.

Les thèmes économiques de haut niveau débattus dans le cadre des activités du Codesria ont évolué depuis 1973 en fonction de

l'évolution des faits observés et vécus par les Africains eux-mêmes. Mais en dépit de cette évolution, ces thèmes convergent globalement vers la même finalité; celle du développement économique du continent. Au début, les réflexions avaient porté essentiellement sur les premiers concepts forgés et popularisés par Samir Amin comme le développement inégal, le développement autocentré et le développement marxiste. D'autres thèmes connexes se sont naturellement et progressivement greffés à cette vision de développement. C'est le cas, par exemple, de l'accumulation du capital, de l'industrialisation de l'Afrique, de la question agraire, ou encore de l'endettement. Les travaux issus de ces réflexions étaient imprégnés d'histoire et marqués par un fort ancrage théorique. Ils constituent encore à ce jour un référentiel et un guide précieux pour approcher la question du développement en Afrique.

Durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, sans aucune remise en cause des paradigmes en vigueur, les réflexions économiques menées au sein du Codesria se sont concentrées sur les politiques économiques dans un contexte de crise profonde et d'implémentation des programmes d'ajustements structurels et, plus tard, des recommandations du consensus de Washington. Certes, la crise qui avait secoué les économies africaines a été douloureuse, y compris pour la communauté des chercheurs, mais en même temps, elle a offert une réelle opportunité scientifique aux économistes africains soucieux de construire une pensée économique autonome sur les problèmes structurels du développement du continent. Un consensus s'est rapidement dégagé autour de l'impossibilité pour les pays africains de réussir l'ajustement structurel de leurs économies tel que

préconisé par les experts du FMI. Au-delà des essais de compréhension des considérations techniques et opérationnelles des politiques d'ajustement, la réflexion s'est portée sur le questionnement des théories du développement concernant l'incapacité des économies africaines à construire des ponts de transition vers l'économie de marché.

À partir de la fin des années quatre-vingt-dix, nous avons assisté à un début de renouvellement de la pensée économique menée au sein du Codesria. Ce renouvellement a été favorisé par l'arrivée d'un nouveau secrétaire exécutif (Adebayo Olukoshi), l'effondrement du bloc de l'Est et l'élargissement, quoique timide, de l'espace des libertés académiques consécutif au déclenchement du processus de démocratisation en Afrique. La composante économique de l'agenda intellectuel du Codesria s'est alors enrichie, marquant, entre autres, une grande ouverture vers les sciences politiques. Le champ de réflexion sur les sujets économiques s'est progressivement élargi avec un ancrage empirique assez marqué et surtout une transversalité renforcée. La communauté des économistes est désormais encouragée à aborder les grands thèmes économiques en tenant compte des perspectives de genre, de génération, des inégalités, de l'écologie, de l'espace, et de bien d'autres encore.

Les résultats de cette mutation ne se sont pas fait attendre. Ainsi, Samir Amin s'est à nouveau distingué par ses réflexions très approfondies sur la crise et l'altermondialisme en mettant en valeur de nouvelles idées qui viennent enrichir ses œuvres déjà reconnues et largement partagées au sein de la communauté scientifique. Parallèlement, une véritable pensée critique sur la transformation économique et sociale s'est

construite autour de grands auteurs qui ont forgé un raisonnement économique solidement étayé, à l'instar de Thandika Mkandawire, Carlos Lopes et Jimi Adesina. À cela s'ajoutent les réflexions brillantes menées par les spécialistes africains de l'économie agricole, comme Sam Moyo, sur le foncier et la question agraire. Enfin, des analyses innovantes ont été menées sur les questions monétaires en Afrique. Elles ont été l'œuvre d'économistes chevronnés comme Mamadou Koulibaly, Hakim Ben Hammouda, Moustapha Kassé, Demba Moussa Dembélé et bien d'autres encore.

Conclusion

En dépit des contraintes financières et de la nécessité de composer avec plusieurs disciplines relevant des sciences sociales, le Codesria a réussi le pari : celui de contribuer à la construction d'une pensée économique africaine par les Africains. Cependant, la bataille est loin d'être terminée, dans un contexte où les économistes d'inspiration hétérodoxe continuent d'être marginalisés dans les universités africaines et où les curricula des filières économiques continuent de subir la loi du courant orthodoxe. Le Codesria, fort de sa notoriété, de sa posture autonomiste et de son réseau d'économistes africains attachés à l'économie pluraliste, est mieux outillé pour entreprendre des actions encore plus audacieuses et collaboratives en faveur de la pensée économique hétérodoxe, tout en réhabilitant les savoirs économiques locaux.

Note

1. Bien que Claude Ake ait une formation en sciences politiques, il s'est beaucoup investi dans l'analyse économique. Il a notamment publié en 1981 *Une économie politique de l'Afrique (A Political Economy of Africa)* Harlow, Longman).